



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.773/2/V
du 26 août 2020

advies 67.773/2/V
van 26 augustus 2020

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
le chapitre III*bis* du titre IV du
Code bruxellois de
l'aménagement du territoire'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest 'tot
wijziging van hoofdstuk III*bis*
van titel IV van het Brussels
Wetboek van Ruimtelijke
Ordening'

Le 13 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 27 août 2020, sur un avant-projet d'ordonnance 'modifiant le chapitre IIIbis du titre IV du Code bruxellois de l'aménagement du territoire'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 26 août 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été rédigé par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 août 2020.

*

Op 13 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege * verlengd tot 27 augustus 2020 een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot wijziging van hoofdstuk IIIbis van titel IV van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 26 augustus 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 augustus 2020.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En vertu de l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale', tout avant-projet d'ordonnance ayant une incidence sur la vie économique et sociale de la Région de Bruxelles-Capitale doit être soumis à l'avis de cet organe.

Dès lors qu'il tend à régler l'organisation d'une procédure accélérée d'instruction de demandes de permis d'urbanisme introduites pour l'exécution d'actes et de travaux visant à satisfaire à des besoins sociaux de la collectivité, le présent avant-projet d'ordonnance entre dans les prévisions de l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 et, partant, il doit être soumis à l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

En l'espèce, il ressort des explications du délégué du Ministre que cette formalité n'a pas été accomplie.

2. En vertu de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', l'avant-projet d'ordonnance doit aussi faire l'objet d'un tel test¹.

Il ressort des explications du délégué du Ministre que cette formalité n'a pas été accomplie non plus.

3. Il appartiendra au Gouvernement de s'assurer du correct accomplissement des deux formalités indiquées ci-dessus.

Si le Gouvernement décidait, pour donner suite à des observations ou des suggestions faites lors de l'accomplissement des formalités en question, d'apporter des modifications à l'avant-projet autres que celles résultant du présent avis, la section de législation devrait être saisie à nouveau du dossier en vue de donner un avis sur les dispositions ainsi modifiées.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ L'avant-projet ne relève d'aucun des cas pour lesquels l'article 2, § 3, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 prévoit que le test d'égalité des chances ne doit pas être établi.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Actuellement, le titre IV, chapitre IIIbis, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (en abrégé, ci-après, le « CoBAT ») contient des règles particulières – impliquant, en l'espèce, la mise en œuvre d'une procédure accélérée – relatives à l'introduction et à l'instruction des demandes de permis d'urbanisme introduites entre le 1^{er} avril 2014 et le 30 juin 2020 et des recours administratifs y afférents, concernant des actes et travaux visant à créer ou augmenter la capacité d'accueil d'un équipement scolaire, c'est-à-dire d'un établissement relevant de l'enseignement maternel, primaire et/ou secondaire, y compris l'enseignement spécialisé.

L'avant-projet d'ordonnance tend à apporter diverses modifications à ce chapitre du CoBAT.

Désormais, le titre IV, chapitre IIIbis, du CoBAT s'appliquerait aux demandes de permis d'urbanisme introduites entre la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance en projet ² et le 30 juin 2025 concernant :

a) d'une part, comme tel est le cas en l'état actuel du texte, des actes et travaux visant à créer ou augmenter la capacité d'accueil d'un équipement scolaire, c'est-à-dire d'un établissement relevant de l'enseignement maternel, primaire et/ou secondaire, y compris l'enseignement spécialisé ;

b) et, d'autre part, des actes et travaux visant à créer une superficie de plancher de logement social correspondant à minimum 25 % de la superficie de plancher totale de la demande, la notion de logement social étant définie en faisant référence à l'article 2, § 1^{er}, 20°, du Code bruxellois du logement.

Par ailleurs, l'avant-projet modifie sur de nombreux points le contenu du régime de procédure accélérée d'instruction des demandes de permis d'urbanisme et des recours administratifs entrant dans le champ d'application du titre IV, chapitre IIIbis, du CoBAT.

Il appartient au législateur de s'assurer que les différences de traitement résultant du régime en projet – lequel s'écarte des règles auxquelles le CoBAT soumet en principe l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et des recours administratifs y afférents – sont suffisamment justifiées au regard des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution.

En outre, il lui incombe aussi de s'assurer que l'avant-projet ne méconnaît pas l'obligation de *standstill*, qui, en vertu de l'article 23 de la Constitution, s'oppose à ce qu'une norme nouvelle réduise sensiblement le niveau de protection de l'environnement offert par la législation précédemment en vigueur sans qu'existent pour ce faire des motifs liés à l'intérêt général.

² Voir sur ce point l'observation n° 2, a), formulée à propos de l'article 3 de l'avant-projet.

L'exposé des motifs et le commentaire des articles, ainsi que la note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale précédant l'adoption de l'avant-projet en deuxième lecture, contiennent à ce sujet diverses explications, dont il peut être donné acte à l'auteur de l'avant-projet.

La section de législation observe cependant que le dossier qui lui est soumis est peu explicite sur les motifs pour lesquels l'auteur de l'avant-projet estime nécessaire de soumettre au régime de procédure accélérée envisagé les demandes de permis d'urbanisme introduites entre la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance en projet et le 30 juin 2025 pour des actes et travaux visant à créer ou augmenter la capacité d'accueil d'un équipement scolaire. La question se pose à cet égard de savoir si des motifs identiques ou analogues à ceux qui avaient conduit le législateur, lors de l'adoption de l'ordonnance du 3 avril 2014 'modifiant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires', à soumettre à la procédure accélérée fixée par le titre IV, chapitre IIIbis, du CoBAT les demandes de permis d'urbanisme introduites entre le 1^{er} avril 2014 et le 30 juin 2020 pour des actes et des travaux visant à créer ou augmenter la capacité d'accueil d'un équipement scolaire³, ou éventuellement de nouveaux motifs, sont de nature à justifier que le texte en projet s'applique aux demandes de permis d'urbanisme introduites pour des actes et travaux de même objet entre la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance en projet et le 30 juin 2025. La question doit être examinée avec d'autant plus d'attention qu'il ressort du dossier que l'auteur de l'avant-projet n'entend pas simplement prolonger le « plan école » sous-jacent à l'ordonnance du 3 avril 2014, mais plutôt adopter un « nouveau plan école »⁴.

L'avant-projet sera réexaminé et, le cas échéant, revu sur ce point.

2. Il ressort de certaines dispositions en projet, notamment de l'article 197/13 en projet, que c'est le fonctionnaire délégué qui est compétent pour statuer sur les demandes de permis d'urbanisme auxquelles s'applique l'avant-projet.

Cette solution gagnerait à être consacrée de manière expresse dans la disposition du CoBAT – en l'occurrence l'article 123/2, § 1^{er} – qui a spécifiquement pour objet de déterminer les cas dans lesquels les permis d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué⁵.

³ L'insertion dans le CoBAT des dispositions réglant cette procédure résulte d'amendements déposés lors de l'examen du projet devenu l'ordonnance du 3 avril 2014 (amendements n^{os} 25 à 29, *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2013-2014, n^o A-481/2, pp. 112 à 123). Sur la discussion de ces amendements en commission, voir *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2013-2014, n^o A-481/2, pp. 46 à 68.

⁴ Voir spécialement en ce sens le point 1.2 de l'exposé de l'avant-projet d'ordonnance qui figure dans la note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale précédant l'adoption de l'avant-projet d'ordonnance en deuxième lecture.

⁵ Il est vrai que les demandes de permis d'urbanisme auxquelles s'applique l'avant-projet entrent dans les prévisions des hypothèses dans lesquelles l'article 123/2, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du CoBAT permet au Gouvernement de prévoir que le fonctionnaire délégué est l'autorité compétente pour la délivrance des permis d'urbanisme. En l'état du droit en vigueur, les demandes de permis d'urbanisme auxquelles s'applique l'avant-projet relèvent du reste de certaines hypothèses dans lesquelles le Gouvernement a mis en œuvre les habilitations que lui confère l'article 123/2, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du CoBAT (voir ainsi, d'une part, l'article 1^{er}, 1^o, 2^o et 5^o, de l'arrêté de l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 'déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué' et, d'autre part, l'article 1^{er}, 1^o, f), et 2^o, e), de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

1. Selon la phrase introductive de l'article 197/1 en projet, c'est « [p]ar dérogation » aux dispositions du chapitre III du titre IV du CoBAT que s'appliquent les dispositions du chapitre IIIbis du même titre.

Comme l'indique le commentaire de l'article à l'examen, la volonté de l'auteur de l'avant-projet est en ce sens que le chapitre III du titre IV du CoBAT soit « applicable pour le surplus ».

La meilleure manière d'exprimer cette intention consisterait :

a) d'une part, à omettre les mots « Par dérogation aux dispositions du chapitre III du présent titre » ;

b) et, d'autre part, à compléter l'article 197/1 en projet par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Les dispositions du chapitre III du présent titre s'appliquent à ces demandes de permis pour ce qui n'est pas expressément réglé par le présent chapitre ».

2. L'article 197/1 en projet fait état de « demandes de permis d'urbanisme introduites entre le xx/XX/2020 et le 30 juin 2025 ».

Il appelle sur ce point les observations suivantes :

a) Il résulte du commentaire de l'article à l'examen que la volonté de l'auteur de l'avant-projet est d'appliquer celui-ci aux demandes de permis d'urbanisme introduites entre la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance en projet et le 30 juin 2025.

En l'état, l'ordonnance en projet ne comporte pas de disposition fixant son entrée en vigueur. Aussi, conformément à l'article 33, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', elle serait appelée à entrer en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*.

'déterminant la liste des actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les certificats d'urbanisme et les permis d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué'). Toutefois, il ne peut être exclu *a priori* qu'à l'avenir le Gouvernement fasse un usage différent du pouvoir d'appréciation dont il dispose pour mettre en œuvre ces habilitations. Aussi, dès lors que le législateur entend lui-même charger le fonctionnaire délégué de connaître des demandes de permis d'urbanisme auxquelles s'applique l'avant-projet, cette solution gagnerait à être expressément consacrée à l'article 123/2, § 1^{er}, du CoBAT.

Dès lors, de deux choses l'une :

– ou bien le législateur ne prévoit pas de disposition fixant l'entrée en vigueur de l'ordonnance et, en ce cas, dans l'article à l'examen, on remplacera les mots « le xx/XX/2020 » par les mots « la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du [...] modifiant le chapitre IIIbis du titre IV du Code bruxellois de l'aménagement du territoire » ;

– ou bien l'ordonnance en projet est complétée par une disposition fixant la date précise de son entrée en vigueur et, en ce cas, dans l'article à l'examen, on remplacera par cette date les mots « le xx/XX/2020 ».

b) Selon les travaux préparatoires de l'ordonnance du 3 avril 2014, en faisant état de la date à laquelle une demande de permis d'urbanisme a été « introduite », le législateur a voulu viser la date à laquelle cette demande a fait l'objet d'un accusé de réception de dossier complet⁶.

Si telle est également la volonté de l'auteur de l'avant-projet, elle gagnerait à être expressément reflétée dans le dispositif.

Article 15

En ce qui concerne la date à laquelle une demande de permis d'urbanisme a été « introduite », il est renvoyé à l'observation n° 2, b), formulée à propos de l'article 3.

*

⁶ *Doc. parl.*, Rég. Brux.-Cap., 2013-2014, n° A-481/2, pp. 63 et 64.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 6, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet het advies van dat orgaan ingewonnen worden over elk voorontwerp van ordonnantie dat een weerslag heeft op het economisch en sociaal leven van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Aangezien het voorliggende voorontwerp van ordonnantie strekt tot regeling van de organisatie van versnelde stedenbouwkundige procedures voor projecten ingediend voor de uitvoering van handelingen en werken met het oog op het tegemoetkomen aan de sociale noden van de gemeenschap, valt het binnen de bepalingen van artikel 6, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 8 september 1994 en moet het, bijgevolg, om advies voorgelegd worden aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In casu blijkt uit de uitleg van de gemachtigde van de minister dat dit vormvereiste niet vervuld is.

2. Krachtens artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’ moet het voorontwerp van ordonnantie ook onderworpen worden aan zo’n test.¹

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat dit vormvereiste evenmin vervuld is.

3. De regering moet er op toezien dat de twee hierboven vermelde vormvereisten correct vervuld worden.

Als de regering, om gevolg te geven aan opmerkingen of suggesties gemaakt tijdens het vervullen van de vormvereisten in kwestie, zou beslissen wijzigingen aan te brengen in het voorontwerp die niet voortvloeien uit dit advies, zou het dossier andermaal aan de afdeling

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Het voorontwerp valt onder geen van de gevallen waarin krachtens artikel 2, § 3, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 geen gelijkekansentest uitgevoerd moet worden.

Wetgeving voorgelegd moeten worden zodat die een advies zou kunnen geven over de aldus gewijzigde bepalingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Momenteel bevat titel IV, hoofdstuk III*bis*, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna afgekort als het “BWRO”) speciale regelen – waarbij, *in casu*, een beroep gedaan wordt op versnelde procedures – in verband met de indiening en de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning ingediend tussen 1 april 2014 en 30 juni 2020 en de daarmee samenhangende administratieve beroepen, betreffende handelingen en werken bedoeld om de opvangcapaciteit van een schoolvoorziening, d.w.z. een inrichting van het kleuter-, basis- of middelbaar onderwijs, met inbegrip van het bijzonder onderwijs, te creëren of te vergroten.

Het voorontwerp van ordonnantie strekt ertoe verschillende wijzigingen aan te brengen in dat hoofdstuk van het BWRO.

Voortaan zou titel IV, hoofdstuk III*bis*, van het BWRO van toepassing zijn op de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning ingediend tussen de datum van inwerkingtreding van de ontworpen ordonnantie² en 30 juni 2025 met betrekking tot:

a) enerzijds, zoals dat het geval is bij de huidige stand van de tekst, handelingen en werken bedoeld om de opvangcapaciteit van een schoolvoorziening, d.w.z. een inrichting van het kleuter-, basis- of middelbaar onderwijs, met inbegrip van het bijzonder onderwijs, te creëren of te vergroten;

b) en, anderzijds, handelingen en werken bedoeld om een vloeroppervlakte sociale woningen te creëren die overeenkomt met minstens 25 % van de totale vloeroppervlakte van de aanvraag, waarbij voor de definitie van het begrip “sociale woning” verwezen wordt naar artikel 2, § 1, 20°, van de Brusselse Huisvestingscode.

Bovendien wordt bij het voorontwerp op talrijke punten de inhoud gewijzigd van het stelsel van de versnelde procedure voor de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en voor de administratieve beroepen die vallen in het toepassingsgebied van titel IV, hoofdstuk III*bis*, van het BWRO.

De ordonnantiegever dient er zich van te vergewissen dat de verschillen in behandeling die voortvloeien uit de ontworpen regeling – die afwijkt van de regels waaraan het BWRO in principe de behandeling van aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en de daarmee samenhangende administratieve beroepen onderwerpt – afdoende verantwoord worden in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

² Zie op dat punt opmerking 2, a), in verband met artikel 3 van het voorontwerp.

Bovendien staat het ook aan hem om zich ervan te vergewissen dat het voorontwerp niet voorbijgaat aan de *standstill*-verplichting, die krachtens artikel 23 van de Grondwet eraan in de weg staat dat een nieuwe norm het beschermingsniveau van het leefmilieu, vervat in de voorheen geldende wetgeving, aanzienlijk vermindert zonder dat daartoe redenen bestaan die verband houden met het algemeen belang.

De memorie van toelichting en de artikelsgewijze bespreking, alsook de nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voorafgaand aan de goedkeuring van het voorontwerp in tweede lezing, bevatten daaromtrent diverse verklaringen, waarvan akte verleend kan worden aan de steller van het voorontwerp.

De afdeling Wetgeving merkt evenwel op dat in het aan haar voorgelegde dossier weinig staat met betrekking tot de redenen waarom de steller van het voorontwerp het nodig acht de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning ingediend tussen de datum van inwerkingtreding van de ontworpen ordonnantie en 30 juni 2025 voor handelingen en werken met het oog op het creëren of vergroten van de opvangcapaciteit van een schoolvoorziening te onderwerpen aan het beoogde stelsel van de versnelde procedure. In dat verband rijst de vraag of redenen die identiek of analoog zijn aan die welke de ordonnantiegever ertoe hebben genoopt, ter gelegenheid van de vaststelling van de ordonnantie van 3 april 2014 ‘tot wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen’, de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning ingediend tussen 1 april 2014 en 30 juni 2020 voor handelingen of werken met het oog op het creëren of vergroten van de opvangcapaciteit van een schoolinrichting te onderwerpen aan de versnelde procedure vervat in titel IV, hoofdstuk IIIbis, van het BWRO,³ of eventueel nieuwe redenen, kunnen verantwoorden dat de ontworpen tekst van toepassing is op de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning voor handelingen en werken met hetzelfde oogmerk ingediend tussen de datum van inwerkingtreding van de ontworpen ordonnantie en 30 juni 2025. De kwestie moet des te aandachtiger onderzocht worden daar uit het dossier blijkt dat de steller van het voorontwerp niet van plan is het “scholenplan” dat vervat zit in de ordonnantie van 3 april 2014 eenvoudigweg te verlengen maar eerder een “nieuw scholenplan” aan te nemen.⁴

Het voorontwerp moet opnieuw onderzocht en, in voorkomend geval, herzien worden op dat punt.

2. Uit sommige ontworpen bepalingen, inzonderheid het ontworpen artikel 197/13, volgt dat de gemachtigde ambtenaar bevoegd is om te beslissen over de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning waarop het voorontwerp van toepassing is.

³ De invoeging in het BWRO van de bepalingen die deze procedure regelen, vloeit voort uit de amendementen die ingediend zijn tijdens het onderzoek van het ontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 3 april 2014 (amendementen nrs. 25 tot 29, *Parl.St. Br.Parl.*, 2013-14, nr. A-481/2, 112 tot 123). Wat die bespreking van de amendementen in commissie betreft, zie *Parl.St. Br.Parl.*, 2013-14, nr. A-481/2, 46 tot 68.

⁴ Zie in die zin in het bijzonder punt 1.2 van de uiteenzetting van het voorontwerp van ordonnantie opgenomen in de nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voorafgaand aan de goedkeuring in tweede lezing van het voorontwerp van ordonnantie.

Het verdient aanbeveling om die oplossing op uitdrukkelijke wijze te verankeren in de bepaling van het BWRO – *in casu* artikel 123/2, § 1 – die er specifiek toe strekt de gevallen te bepalen waarin de stedenbouwkundige vergunningen verleend worden door de gemachtigde ambtenaar.⁵

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Luidens de inleidende zin van het ontworpen artikel 197/1 zijn de bepalingen van hoofdstuk IIIbis van titel IV van het BWRO van toepassing “[i]n afwijking” van de bepalingen van hoofdstuk III van dezelfde titel.

Zoals in de toelichting bij het voorliggende artikel staat, is het de bedoeling van de steller van het voorontwerp dat hoofdstuk III van titel IV van het BWRO “bovendien van toepassing is”.

De beste manier om uitdrukking te geven aan die bedoeling zou erin bestaan om:

a) enerzijds de woorden “In afwijking van de bepalingen in hoofdstuk III van deze titel” weg te laten;

b) en anderzijds het ontworpen artikel 197/1 aan te vullen met een tweede lid dat luidt als volgt:

“De bepalingen van hoofdstuk III van deze titel zijn van toepassing op de vergunningsaanvragen voor wat niet uitdrukkelijk geregeld wordt bij dit hoofdstuk.”

2. In het ontworpen artikel 197/1 wordt gewag gemaakt van “aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen ingediend tussen xx/XX/2020 en 30 juni 2025”.

⁵ De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning waarop het voorontwerp van toepassing is, vallen weliswaar onder de regeling van de gevallen waarin artikel 123/2, § 1, 1° en 2°, van het BWRO de regering de mogelijkheid biedt te bepalen dat de gemachtigde ambtenaar de bevoegde overheid is voor het verlenen van de stedenbouwkundige vergunningen. Bij de stand van het thans geldende recht hangen de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning waarop het voorontwerp van toepassing is overigens af van bepaalde gevallen waarin de regering uitvoering heeft gegeven aan de machtigingen die haar verleend worden bij artikel 123/2, § 1, 1° en 2°, van het BWRO (zie bijvoorbeeld, enerzijds, artikel 1, 1°, 2° en 5°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 24 juni 1993 ‘tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgegeven door de gemachtigde ambtenaar’ en, anderzijds, artikel 1, 1°, f), en 2°, e), van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2002 ‘tot vaststelling van de lijst met handelingen en werken van openbaar nut waarvoor de stedenbouwkundige attesten en de stedenbouwkundige vergunningen afgegeven worden door de gemachtigde ambtenaar’). Er kan evenwel *a priori* niet uitgesloten worden dat de regering de beoordelingsbevoegdheid waarover ze beschikt om uitvoering te geven aan die machtigingen, in de toekomst op een andere manier benut. Aangezien de ordonnantiegever zelf de gemachtigde ambtenaar ermee wil belasten te beslissen over de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning waarop het voorontwerp van toepassing is, verdient het dan ook aanbeveling dat die oplossing uitdrukkelijk verankerd wordt in artikel 123/2, § 1^{er}, van het BWRO.

Dat artikel geeft op dat punt aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) Uit de toelichting bij het voorliggende artikel volgt dat het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp het artikel toepassing te doen hebben op aanvragen om stedenbouwkundige vergunning ingediend tussen de datum van inwerkingtreding van de ontworpen ordonnantie en 30 juni 2025.

Bij de huidige stand bevat de ontworpen ordonnantie geen inwerkingtredebepaling. Overeenkomstig artikel 33, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’, zou ze dan ook in werking moeten treden op de tiende dag na de dag waarop ze bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het is dus het ene of het andere:

– ofwel voorziet de ordonnantiegever niet in een inwerkingtredebepaling en moeten in dat geval, in het voorliggende artikel, de woorden “xx/XX/2020” vervangen worden door de woorden “de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van (...) tot wijziging van hoofdstuk *IIIbis* van titel IV van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening”;

– ofwel wordt de ontworpen ordonnantie aangevuld met een bepaling met daarin een precieze datum van inwerkingtreding en moeten in dat geval, in het voorliggende artikel, de woorden “xx/XX/2020” vervangen worden door die datum.

b) Uit de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 3 april 2014 volgt dat de ordonnantiegever, door gewag te maken van de datum waarop een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning “ingediend” is, de datum beoogde waarop een ontvangstbewijs voor een volledig dossier afgegeven is.⁶

Als zulks eveneens de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, dan verdient het aanbeveling dat die uitdrukkelijk naar voren zou komen uit het dispositief.

Artikel 15

Wat de datum betreft waarop een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning “ingediend” is, wordt verwezen naar opmerking 2, b), in verband met artikel 3.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

⁶ *Parl.St. Br.Parl.*, 2013-14, nr. A-481/2, 63 en 64.